



Le 21 avril 2016

Solidaires SYNDICAT NATIONAL
Finances
Publiques

Usagers, contribuables : avez-vous vraiment besoin de vous déplacer ? !

Ce slogan, quelque peu provocateur, est celui de l'administration que vous pourrez lire sur des flyers distribués dans les accueils des Centres des Finances Publiques.

En effet, la volonté politique et administrative affichée de dématérialiser les relations avec l'utilisateur en rendant obligatoire la télé-déclaration en 2016 pour les revenus supérieurs à 40 000 euros, étendue en 2019 à l'ensemble des contribuables, est inacceptable.

Pour Solidaires Finances Publiques (1ère organisation syndicale à la DGFIP), le libre choix doit être laissé à l'utilisateur et la dématérialisation ne doit pas condamner l'accès direct de plus en plus sollicité par ailleurs.

Ce développement de l'e-administration permet de justifier :

- la réduction des effectifs,
- la réduction des implantations des services publics de la DGFIP,
- la mise à mal de l'ensemble des missions de notre administration.

La Direction Générale des Finances Publiques est sacrifiée, jugez-en par vous-mêmes :

- 35 000 emplois supprimés depuis 2002,
- 519 trésoreries fermées depuis 2009.
- 35 millions de sollicitations chaque année (le double qu'en 2002),
- 6 millions de personnes à nos guichets pendant la campagne impôt sur le revenu et 11 millions pendant la campagne des avis d'imposition à l'automne (le double également qu'en 2002) !
- la fraude fiscale, estimée à 60/80 milliards d'euros, échappe à tout contrôle faute de moyens suffisants ! 3100 postes ont été supprimés depuis 2010 dans les services de contrôle,
- l'évasion fiscale organisée, révélée par les multiples scandales (dont les « Panama papers » récemment) permet aux plus riches d'échapper à l'impôt.

Ces choix sacrifient littéralement l'égalité de traitement social et fiscal selon l'endroit où l'on réside, accélèrent la désertification des zones rurales et accroissent une ghettoïsation des zones urbaines.

Il y a urgence à renforcer les services de la DGFIP, à maintenir un service public humain de proximité pour garantir l'égalité de traitement des citoyens et la cohésion sociale.
Usagers, contribuables, le service public vous appartient, défendons le ensemble !